

TIC-TAC/ Très Important Congrès pour Tout Autre Chose

« *La confiance du Président de la République m'honore* » Emma Cosse
« *Tout parti vit de sa mystique et meurt de sa politique* » Charles Péguy
« *Gnagnagnagnagnagna* » Jean-Michel Toutvert

La planète, l'Europe, les Français, l'écologie n'ont que faire des péripéties d'un petit parti replié sur lui-même et ses marqueurs identitaires, soucieux de gérer son capital électoral comme un actionnaire minoritaire du grand marché de la politique française. EELV n'a pas besoin d'une énième scène de réconciliation factice entre des clans qui se recomposent depuis des années au fil des intérêts de leurs chefs de tente.

Il faut rompre. Rompre avec les logiques qui nous ont amenés à ressembler en pire aux partis que nous dénonçons. Rompre avec cet enfermement franco-centré alors que nous sommes par essence transnationaux, européens et planétaires. Rompre avec ces réflexes institutionnels abêtissants qui nous forcent à choisir entre être les idiots utiles du système ou les idiots inutiles de sa contestation. Rompre avec l'égologie – pour refaire de l'écologie.

Tout autre chose, c'est affranchir EELV des logiques de la 5^e, l'écologie des logiques hexagonales et la politique des logiques institutionnelles. C'est accepter de nous transformer pour incarner le changement que nous voulons voir dans la société. C'est retrouver notre horizon européen et notre conscience planétaire. C'est lutter contre ce conservatisme culturel et petit-blanc qui nie combien la société a changé de visages.

1. « La démocratie comme projet »

Sortir EELV des logiques de la 5e, c'est d'abord tirer vraiment les conclusions de ce que nous ne cessons de répéter : ce régime présidentiel pervers a transformé le parti de l'écologie – non l'inverse. Malheureusement quand il est question de prendre nos responsabilités, et de rejoindre un gouvernement, ce n'est pas au terme d'un accord de gouvernement précis, avec un calendrier et des limites claires, débattu et sanctionné par les militants ; c'est un coup de fil présidentiel et une décision personnelle sous la pression de médias rompus à cet exercice.

Plutôt que de défendre une réforme des institutions nécessaire pour sortir d'un régime monarchique qui ne dit pas son nom, nous en sommes réduits à débattre de notre « crédibilité institutionnelle ».

Reparaître ou disparaître. Quand l'écologie politique fait la une des gazettes c'est sur ses déchirures intestines. Alors soit nous ressuscitons de nos cendres en créant une entité nouvelle, avec un fonctionnement et des structures profondément réformés ; soit nous disparaissions du paysage politique. L'urgence est double : réaffirmer le projet écologiste et **le rendre aux adhérents**. Sans adhérent, pas de militant, pas de parti. Comme les électeurs français, nos adhérents sont maltraités : sollicités au moment du congrès, puis oubliés au profit d'un Conseil Fédéral confisqué par les motions et les inimitiés entre écuries et personnalités du parti. Remettons les adhérents au centre du jeu donc. Outre-Rhin, les Grünen demandent à leurs adhérents de décider par un vote chaque grande orientation. En Belgique, ECOLO organise des Assemblées Générales physiques où régulièrement les adhérents sont

invités à élire leurs co-présidents ainsi que leurs têtes de liste européennes ou fédérales. Récemment, EQUO en Espagne a invité ses adhérents à se prononcer sur les possibles alliances électorales dans le cadre des élections législatives. Ils ont choisi **la démocratie électronique** – ils n'en sont pas moins écologistes. Voilà un débat qui doit sortir du dogmatisme et des faux-semblants.

Et la « coopérative », cette tentative avortée de répondre à la crise de la forme-parti ? Une coopérative pour appeler toutes les nuances de vert, tous les trop sérieux de l'ENA et tous les Zadistes hirsutes, auxiliaires du parti sans se laisser bouffer. La coopérative peut redevenir l'outil d'ouverture et de « pollinisation de la société » qui nous fait tant défaut, pour recueillir les idées des mouvements sociaux, les féconder les uns les autres, et féconder le travail dans les institutions. Pour la convergence des luttes.

« **Sortir du cadre, et des cadres** ». Assurer un renouvellement de nos cadres et de notre image par l'établissement de quelques règles, dont nous prôtons par ailleurs publiquement l'instauration afin de renouveler notre système politique : non-cumul strict, **limitation des mandats internes dans le temps, tirages au sort de certains ordonnancements**. Des règles simples pour inciter les adhérents à s'investir dans la vie du parti, ré-aérer l'interne, et casser la sclérose de nos structures. Symbole de cette rupture, l'instauration enfin **d'un co-secrétariat national paritaire**, élu en ticket.

2. « L'Europe, c'est l'avenir de la démocratie »

Sortir l'écologie des logiques hexagonales, c'est arrêter de prendre nos problèmes politiques par le bout national de la lorgnette. Comme le disait Guillaume Duval, « La France ne sera plus jamais une grande puissance – et c'est tant mieux ». Qui mieux que les écologistes pour sortir le débat hexagonal de l'illusion souverainiste ? Entre la planète, l'Europe et le local, remettre le national à sa place.

L'Europe aujourd'hui est une maison qui s'écroule. Trop peu, trop tard, trop égoïstes, les réponses de l'UE et de ses Etats membres à l'accumulation des crises depuis 2008 (finances, euros, migrants, climat) ne sont qu'un long et douloureux aveu d'impuissance et d'aveuglement. Pire, c'est un formidable accélérateur de désintégration populiste.

Alors pourquoi l'Europe malgré tout ? Parce que c'est l'avenir de notre souveraineté. C'est à cette échelle que se jouent les parties qui décideront de notre avenir à tous. C'est le lieu de l'élaboration d'un intérêt général qui transcende celui des Etats-nations.

Face aux populismes et aux technocrates néolibéraux, c'est par la démocratie au niveau européen que nous pourrions reconquérir notre espace de liberté individuelle et collective. De Varoufakis à Podemos, des manifestants polonais aux mobilisations environnementales et sociales dans tout le continent, **les écologistes sont au cœur de la recomposition des progressistes européens**. Lier l'aspiration démocratique et les exigences écologistes c'est dés-hexagonaliser la politique française et la remettre dans son biotope européen – c'est rompre avec ce manque de solidarité criminel dans la crise des migrants, qui nourrit les extrêmes, détruit l'Europe et noie les migrants sans honte.

L'Europe – et la planète – sont les grands vides de cette gauche nationale qui n'a jamais compris ni défendu les intérêts de classe en dehors du cadre familial hexagonal. **Plus proches des sans-terres indiens que des sans-idées solfériniens, les écologistes sont les seuls à penser le cosmopolitisme, le transnational, l'Européen, le global sans faux-semblants**. C'est notre devoir :

européaniser la politique française, faire converger les luttes environnementales, sociales et démocratiques, et œuvrer au basculement de cette société repliée et confite, marquée par les peurs et les renoncements, qui semble prête à tout sacrifier pourvu que règne l'Ordre (économique, sécuritaire, social).

3. « L'écologie des contenus contre l'écologie des postes »

Faire autrement la politique autrement. Sortir la politique des logiques institutionnelles c'est se souvenir que la politique ne peut se laisser résumer aux rapports de forces et à la seule conquête du pouvoir. C'est rompre avec des alliances qui ne sont que des dépendances, que ce soit au PS ou au PG.

Rompre avec cette gauche qui refuse de comprendre que le nouveau visage de la question sociale, c'est l'environnement. Rompre avec cette gauche trop française qui n'hésite pas à se servir de la laïcité pour se débarrasser de tout ceux qui ne lui ressemblent pas. Refuser de jouer, pour grappiller quelques postes dont ainsi nous ne pouvons rien faire, le jeu du bipartisme et de ses impostures. **C'est fonder un imaginaire alternatif** et reconnaître que l'écologie n'est ni une 3ème voie face à une « droite » et une « gauche » usées dont personne ne comprend plus les contours, ni une composante de l'une des deux, mais bien une **alternative** face au quadratique général et mortifère : néolibéralisme, productivisme, conservatisme nationalisme.

Face à ceux qui font de la politique pour entrer dans les institutions, nous voulons entrer dans les institutions pour faire de la politique. La crise généralisée de la légitimité des partis est profonde et nous n'y échappons pas. Même les mouvements sociaux ont besoin d'un débouché institutionnel. La voie est à double sens : il est aussi urgent de repolitiser la société civile que de civiliser la vie politique.

A quoi doit servir un parti écologiste dans les institutions ? A la fois une conscience, et un lanceur d'alerte, un relais des citoyens et un organisateur de la société civile. Etre la garantie que les initiatives locales sur les territoires sont à l'abri de leurs deux ennemis mortels : le marché uniformisateur et l'Etat normalisateur.

Cette rupture avec nos réflexes et nos conditionnements collectifs est essentielle. Elle est indispensable pour le renouvellement de notre fonctionnement et de notre message politique. Nous voulons casser ces logiques de « clans » qui figent nos positions et empêchent un débat franc sur les objectifs à atteindre et comment nous y parviendrons. **La course au « rassemblement derrière moi » est un nouvel épisode du bal de dupes qui tue la crédibilité et l'envie d'écologie.**

Faire du prochain congrès un match entre écuries pour choisir le prochain candidat écolo à la présidentielle, c'est repartir pour un tour. Préparons éventuellement les législatives en nous focalisant cette fois-ci sur un programme clair et des personnalités crédibles réunies en équipe pour l'incarner, choisies en primaire comme en Italie ? Le prochain congrès d'EELV du printemps 2016 devra être celui du bilan, de la clarification, du renouvellement et du dépassement d'un parti mal parti. **Nous ne ferons pas l'économie d'une transformation interne et d'une révolution externe.**

Tout Autre Chose, c'est une rupture pour réapprendre à faire de la politique, pour faire la place à une 3^e génération écologiste, plus modeste et plus ambitieuse à la fois. **C'est affirmer sans vergogne une écologie cosmo-populaire, alter-européenne, trans-nationale et désirable.** C'est renouer avec notre radicalité sans

avoir peur du compromis, car nous avons confiance dans nos deux valeurs fondatrices : l'Europe et l'Ecologie.

12 Propositions concrètes pour la révolution culturelle

Humaniser

Le seul moyen de sortir du militantisme professionnel, c'est de faire de la place aux gens normaux. Donc :

1. détrollisation radicale des listes trustées par certains; formations à l'ouverture de blogs.
2. limitation drastique du cumul des mandats internes successifs à 2 consécutifs maximum
3. suppression de la prime majoritaire
4. consultations électroniques des adhérents

Décourantiser

Les « tendances » ont fini par tuer le débat. Donc :

5. élection directe, hors courant, aux postes de responsabilité (SN, porte-parole, trésorier)
6. élection des membres la CPE, du CS et surtout des délégués PVE en dehors des courants
7. part de tirage au sort dans l'ordonnancement des instances exécutives

Déshexagonaliser

La culture politique française, absolutiste, présidentielle, majoritaire prend trop souvent le pas sur la sensibilité écolo. Donc :

8. un Erasmus des écolos ; et obligation pour ceux qui aspirent aux responsabilités dans le parti d'avoir fait l'expérience de ces échanges
9. un co-secrétariat national, élu en ticket, pour établir la parité, animer le parti en interne, porter la parole en externe

Européaniser

L'Europe n'est pas qu'une initiale. Donc :

10. coordination des grandes prises de position domestiques avec le PVE et les autres partis verts européens
11. présentation de candidats européens éligibles, à toutes les élections
12. participation croisée à plusieurs partis verts européens